

Le 23 juin, 250 délégués des comités de résistance et de reconquête, militants politiques, élus, syndicalistes d'origines diverses, ont décidé d'organiser un grand rassemblement à Paris le 10 novembre 2018, de 11 heures à 16 heures 30, pour la défense des acquis de 1936 et 1945.

Pour tout contact : cnrr2017@gmail.com

cnrr2018.sitew.fr

epuis cet été, Macron et son gouvernement sont secoués par les affaires, affaiblis par les démissions successives. C'est ce gouvernement en crise, en chute libre, qui prétend « maintenir le cap » : au compte du capital financier, tous les droits collectifs devraient être liquidés. Édouard Philippe vient ainsi de présenter son « programme de travail » contre les aides sociales, l'assurance chômage, le système de santé, le statut de la Fonction publique... et pour couronner le tout, contre tous les régimes de retraites.

Cette politique n'épargne rien. Les retraités viennent de voir leurs pensions gelées. 200 000 jeunes, qui ont pourtant obtenu le baccalauréat, ont été privés par les réformes de Macron de leur droit à s'inscrire à l'université dans la formation de leur choix. Les communes sont étranglées.

Face à cette situation, les forces pour résister existent. L'écrasante majorité des militants ouvriers entend ne rien lâcher. Le rejet est massif chez les travailleurs, dans la jeunesse.

Dans les comités de résistance et de reconquête, chez des milliers de militants ouvriers, syndicalistes, militants politiques, élus, des discussions intenses ont lieu. À la lumière de ce qui s'est passé sur les ordonnances de la loi travail, sur la réforme ferroviaire contre laquelle les cheminots se sont dressés, ils s'interrogent, ils réfléchissent aux moyens à mettre en œuvre pour résister, pour bloquer l'offensive.

Espace Charenton, 327, rue de Charenton, 75012 Paris.

■ Métro ligne 8, station : Porte de Charenton ■ Tram T3, station : Porte de Charenton

Bus, ligne 87, arrêt : Charenton jardinier

Des questions urgentes sont posées, qui sont à discuter :

- Macron a décidé de s'en prendre aux retraites. Ce qu'il veut faire c'est bien plus que poursuivre les contreréformes des Balladur, Juppé, Fillon, Ayrault qui l'ont précédé. Il veut en finir une fois pour toutes. Avec son projet de régime universel par points, les 43 régimes de retraites existants disparaîtraient. Fillon (qui s'y connaît) a tout résumé : « avec la retraite par points, vous pouvez baisser le niveau, le montant des points, donc des pensions, tous les ans ». Face à la volonté de Macron de tout liquider, faut-il faire des « propositions »? Peut-on penser sérieusement que des propositions, aussi justes soient-elles, puissent être satisfaites sans qu'au préalable les contre-réformes de Macron ne soient bloquées ? En particulier, est-ce qu'on peut faire barrage au projet sur les retraites sans dire clairement : non au régime universel par points, maintien de tous les régimes existants ?
- Dans un comité, un militant : « Depuis la démission de Hulot, les appels pour sauver la planète se multiplient. L'environnement, c'est un problème majeur : les multinationales sont en train de tout saccager, et on ne peut pas laisser faire. Mais il y a des choses qui posent question. Récemment, un appel a été lancé pour un "investissement vert" qui serait "isolé du déficit budgétaire". Donc, si je comprends bien, il faudrait appliquer aux autres secteurs les plans de réduction des déficits qui sont en train de dévaster la santé, l'école et tous les services publics ? Est-ce que cela ne revient pas à couvrir tout simplement Macron et sa politique ? »
- Dans un autre comité : « Le sort réservé aux "migrants", aux réfugiés, c'est une honte, une barbarie

- sans nom. Et vous avez vu Macron, Merkel et compagnie? Ils versent des larmes de crocodile. Ils brandissent le danger des "nationalismes", des "populismes". J'ai vraiment le sentiment qu'ils cherchent à manipuler. Ils sont tous engagés dans les guerres, dans les plans d'ajustement qui ravagent des pays entiers et qui contraignent des centaines milliers à prendre la route de l'exode. Et quand il faut qu'ils s'entendent avec Orban ou Salvini pour taper sur les migrants, là, ils n'ont aucun problème ».
- Un autre : « En plus, avec les élections européennes qui approchent, ils se posent en remparts des "valeurs européennes". Ces élections seront-elles marquées par une abstention massive comme c'est généralement le cas ? Est-ce qu'il en sera autrement ? A cette étape, je n'en sais rien. Mais l'Union européenne, je sais ce que c'est : c'est l'Europe du capital. Pour servir et renflouer les marchés financiers qui sont les vrais patrons, les gouvernements et l'Union européenne ont imposé des traitements de choc qui ont ravagé la Grèce, l'Espagne, le Portugal... Aujourd'hui, tous sont en crise, massivement rejetés. Un rejet qui n'a cessé de s'amplifier depuis le vote « Non » de 2005, que tous les gouvernements successifs ont bafoué. Et en même temps, je vois la situation en France, en Europe : le rejet, la crise politique, ne suffisent pas à les arrêter. Et je me dis que les travailleurs, la jeunesse ont besoin de disposer d'une force pour ouvrir une solution conforme à leurs intérêts. »

Sur toutes ces questions, et sur bien d'autres, la discussion est nécessaire. Personne ne détient la « solution miracle » aux problèmes posés par la situation. C'est la libre discussion qui permet d'avancer. C'est le rôle des comités de résistance et de reconquête.

Macron et le capital financier dont il est l'exécutant voudraient tirer un trait définitif sur les conquêtes ouvrières de 1936, de 1945, sur les acquis de la démocratie.

Ils veulent tout reprendre! Nous voulons tout garder!

En nous rassemblant massivement, syndicalistes, militants politiques, élus, travailleurs, jeunes de toutes tendances, le 10 novembre à Paris, à l'Espace Charenton, pour la défense des acquis de 1936 et de 1945, il s'agit de contribuer à regrouper la large force dont les travailleurs ont besoin pour aider à organiser la résistance.

cnrr2018.sitew.fr

Je participe au rassemblement le 10 novembre à Paris appelé par le CNRR	
NOM	Prénom
Tel	email
Soutien financier	au rassemblement